Introduction

Nicolas MONCEAU

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1570>

DOI : 10.4000/cemoti.1570

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2005

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Nicolas MONCEAU, « Introduction », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 37 | 2005, mis en ligne le 13 février 2006, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1570> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.1570>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Introduction

Nicolas MONCEAU

- 1 Depuis la parution en 2001 d'un premier dossier consacré à la « Jeune recherche », les CEMOTI ont souhaité accorder à nouveau une place privilégiée aux travaux de jeunes chercheurs. La livraison de ce second dossier, coordonné par Nicolas Monceau et Semih Vaner, permet de prendre le pouls des recherches en cours sur le monde turco-iranien et la Méditerranée orientale. Les contributions réunies ici partagent des caractéristiques communes, déjà observées précédemment, comme la diversité de leur origine institutionnelle (IEP de Paris et de Strasbourg, EHESS, INALCO, universités de Paris I et de Paris VIII) et disciplinaire (sociologie, anthropologie, histoire). Elles mettent aussi en valeur des tendances plus récentes dans la jeune recherche, qui se manifestent en particulier sur trois plans principaux.
- 2 Les études de ce dossier s'inscrivent tout d'abord dans un contexte marqué par un regain d'intérêt pour la zone du monde turco-iranien et de la Méditerranée orientale. Ce phénomène est en partie lié aux récents bouleversements internationaux, comme la guerre en Irak et ses implications géopolitiques dans la région. La contribution de Guillaume Colin, qui analyse les effets de la crise irakienne sur le débat politique interne de la Russie, en est une illustration significative parmi d'autres. Dans le domaine des études turques, le renouveau observé en France depuis quelques années peut s'expliquer dans une certaine mesure par la dynamique du processus d'intégration européenne. Le rapprochement avec l'Europe a produit ses effets dans le champ universitaire et scientifique en modifiant la perception de la Turquie comme objet d'étude. Souvent confinés aux problématiques des « aires culturelles » ou des « pays en voie de développement », les travaux sur la Turquie ont désormais acquis une légitimité nouvelle dans le domaine des études européennes, s'élargissant de fait à un champ de questionnements et d'investigations beaucoup plus vaste. Les programmes de recherche sur différents aspects des relations turco-européennes ne cessent ainsi de se multiplier. De la même façon, les orientations des politiques de l'éducation nationale et de la recherche, marquées par l'intégration récente de la Turquie dans des programmes européens de coopération pédagogique (Socrates-Erasmus), ont contribué au renforcement d'une mobilité géographique des étudiants turcs et français. Ces

échanges croisés seront certainement à l'origine de nouvelles vocations dans les années à venir.

- 3 Les enjeux identitaires et les recompositions politiques à l'œuvre dans l'espace « post-soviétique », en particulier dans la région du Caucase et de l'Asie centrale, font toujours l'objet de nombreux travaux de jeunes chercheurs, comme en attestent les contributions d'Aurélie Campana, de Sophie Tournon et de Gilles Riaux dans ce dossier. Enfin, le phénomène de la Révolution islamique en Iran maintient l'intérêt des nouvelles générations de chercheurs, à travers notamment le cas des exilés politiques traité ici par Emmanuel Huntzinger et Nader Ghafour Vahabi.
- 4 En second lieu, la dynamique de la jeune recherche sur le monde turco-iranien et la Méditerranée orientale se cristallise depuis quelques années en France au travers l'émergence de nouvelles « structures de sociabilité » sous la forme de groupes d'études et de réflexion, souvent animés par des doctorants, qui contribuent à mobiliser les jeunes chercheurs et à faire connaître et reconnaître leurs travaux en cours. Parmi ces initiatives, on mentionnera plus particulièrement le Groupe d'études et de recherches interdisciplinaires sur la Turquie (GERIT, Paris), qui se propose de créer un espace de discussion et d'échange entre les jeunes chercheurs appartenant à différentes disciplines comme l'histoire, la sociologie et la science politique, ainsi que le Groupe d'études sur la Turquie et l'Europe (GRETE, Grenoble), qui a pour objet de développer une réflexion pluridisciplinaire et comparative sur les grands enjeux d'actualité liées à la construction européenne et au processus d'intégration européenne de la Turquie¹.
- 5 Enfin, on peut observer, depuis quelques années, l'inscription des travaux sur le monde turco-iranien et la Méditerranée orientale dans des traditions de recherche différentes, qui se caractérise par la définition d'objets nouveaux et la mise en œuvre d'approches originales, souvent en phase avec l'actualité internationale récente. Trois études dans cette livraison témoignent de cette ouverture des centres d'intérêts vers de nouveaux courants de recherche.
- 6 La sociologie de l'action collective et des mobilisations, jusque-là fortement auto-centrée sur la sphère occidentale, élargit désormais son champ d'étude à de nouvelles aires culturelles avec des publications récentes portant sur le monde arabo-musulman et la Turquie². Dans ce cadre, Gülçin Lelandais se penche sur le mouvement altermondialiste, comme acteur et produit de la globalisation³. En inscrivant sa réflexion dans le débat sur la constitution d'une société civile en Turquie, dont la vivacité est forte depuis une vingtaine d'années, elle traite plus particulièrement du poids du mouvement altermondialiste en Turquie, de ses interactions au sein du paysage associatif turc ainsi que de ses problèmes de représentation. A partir du constat d'un déséquilibre important dans la représentation des pays occidentaux et de celle des pays du sud (dont la Turquie) au sein de l'altermondialisation, elle établit un inventaire des différents groupes et mouvements lancés en Turquie depuis la conférence de Seattle (1999), présente les différentes composantes de ces organisations (partis, syndicats, ONG, universités), met en avant les enjeux de leur mobilisation à caractère protestataire (lutte contre la mondialisation néo-libérale, opposition à la guerre en Irak et en Afghanistan), et décrit leurs principales actions d'envergure (manifestations, réunions). Elle souligne en particulier le caractère paradoxal de l'action des organisations altermondialistes en Turquie, qui se caractérise par une intense mobilisation d'un groupe restreint de militants actifs situés « à gauche ou à l'extrême-gauche » sur le plan idéologique et une influence sociale très faible illustrée

par une incapacité à mobiliser des groupes plus importants en vue de devenir un mouvement de masse. Les raisons de l'incapacité des organisations de la société civile à mobiliser massivement apparaissent en effet multiples : insuffisance de moyens logistiques et financiers, poids d'une législation répressive, désaccords et coopération limitée entre les organisations, faiblesse de l'organisation de la société civile en raison de la spécificité du lien entre l'État et la société et du fonctionnement « communautaire » de la société. La perception sociale des mouvements altermondialistes en Turquie est appréhendée, enfin, à travers la mise en œuvre d'une enquête quantitative, dont les conclusions révèlent l'existence d'un potentiel social insuffisamment exploité en raison d'une très faible motivation à participer à l'action collective. La représentation jugée faible ou en retrait des groupes turcs au sein du mouvement altermondialiste mondial s'explique par une pluralité de raisons : problèmes de communication liés à la langue (prédominance de l'anglais dans les réunions) et à un accès limité aux moyens modernes de communication (Internet), problèmes d'adéquation dans la définition des problèmes prioritaires en Europe et en Turquie, manque d'ouverture des groupes occidentaux sur des thématiques non-occidentales, problèmes de participation liés aux difficultés de déplacements à l'étranger (délivrances de visas).

- 7 En second lieu, la sociologie de la jeunesse s'enrichit également d'un apport fécond en la contribution de Demet Lüküslü sur la jeunesse turque, extraite d'une thèse soutenue à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris). Si la jeunesse n'est qu'un « mot » selon la formule consacrée de Pierre Bourdieu, elle n'en demeure pas moins soumise à l'intérêt soutenu des autorités publiques turques soucieuses d'encadrer les jeunes générations autour des idéaux du nouveau régime républicain. Dans cette perspective, l'auteure met l'accent sur le rôle des autorités politiques dans la formation de cette nouvelle catégorie sociale à travers les réformes mises en œuvre et les diverses institutions chargées de leur application. L'invention de la jeunesse par l'État, le redressement des jeunes à travers l'éducation de l'esprit et aussi celle du corps, sont contextualisés dans le cas turc. La jeunesse, en tant que catégorie sociale, est une « invention » de la modernité, une « construction » de la société moderne, urbaine et industrialisée. Dans le domaine de l'éducation, les politiques de modernisation mises en œuvre au sein de l'Empire ottoman dans la seconde moitié du XIX^e siècle ont pour but de former une « jeunesse éclairée » sur le modèle occidental, en s'adressant néanmoins à une infime minorité. Les réformes mises en œuvre sous la Turquie républicaine, comme l'instauration des « maisons du peuple » (*halk evleri*), visent à lutter contre l'analphabétisme par l'instruction du nouvel alphabet auprès de la « jeunesse » turque et plus largement de la population dans son ensemble.
- 8 Enfin, les travaux sur les relations entre pouvoir militaire et autorités politiques, déjà nombreux, trouvent un prolongement stimulant dans l'étude sur l'armée turque de Levent Ünsaldı. Cette contribution rencontre des résonances fortes dans l'actualité récente marquée par les débats sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne. S'appuyant sur une connaissance approfondie et personnelle de son sujet, l'auteur retrace le processus historique de modernisation militaire entrepris depuis plus d'un siècle en Turquie, dont les finalités visaient à professionnaliser l'armée ottomane tout en l'assujettissant au pouvoir politique. Paradoxalement, les effets de la spécialisation des forces armées turques ont conduit à un élargissement des compétences et des ressources politiques de ces dernières, à travers la prise de conscience progressive d'une responsabilité sociale et l'acquisition d'un rôle croissant dans la sphère politique.

La nature des relations entre civils et militaires change profondément avec la fondation de la République de Turquie en 1923, lorsque l'armée devient un bras séculier et non plus une menace pour le pouvoir. Outre une fonction de modernisation économique et sociale, l'armée agit désormais comme une « école de la nation » chargée d'inculquer les valeurs patriotiques et républicaines à la population. La fonction d'intégration sociale du service militaire est soulignée dans cette perspective, par le brassage de populations d'horizons divers et la formation initiale qu'il assure auprès de jeunes générations souvent d'origine rurale.

- 9 L'auteur distingue les principaux éléments constitutifs du système de valeurs des forces armées turques : un esprit élitiste et paternaliste ; la conscience ou le sentiment d'appartenir à un corps d'élite, que renforce un système de recrutement et d'avancement basé sur le mérite et l'ancienneté (contrairement au service public) ; une bienveillance liée à un sentiment de compétence, notamment envers les jeunes recrues du service militaire obligatoire ; une discipline rigide basée sur la violence ; ou encore le sentiment d'appartenir à une classe différente du reste de la société. Il souligne l'univers social « à part » de l'officier turc, marqué par un engagement quasi-total envers l'institution et par l'isolement de la communauté nationale à travers un encadrement étroit de sa vie quotidienne. En passant en revue une série d'institutions réservées aux militaires (logements, magasins, hôpitaux militaires, *ordu evi*), enfin, il met en avant les conditions de vie particulières de la « société militaire » turque, favorisées par une série de privilèges économiques et sociaux par rapport au reste de la population. En conclusion, l'auteur se concentre sur l'une des principales institutions de transmission des valeurs politico-sociales de l'armée : les écoles militaires (lycées militaires et écoles de guerre). Il souligne le rôle décisif des programmes scolaires dans la socialisation militaire inculquée à un jeune âge, le haut degré de sélection du recrutement et de la promotion lié à des examens exigeants et à des contrôles réguliers, le rôle de l'instruction et de l'entraînement dans la transmission d'aptitudes particulières et d'un système de valeurs spécifiques, enfin la singularité de l'enseignement de l'« atatürkisme » dans la formation d'une conscience nationale.
- 10 La contribution de Barbara Karatsioli témoigne de son côté du renouveau des travaux sur la question chypriote, et plus largement sur les relations gréco-turques, menés sous l'impulsion d'une nouvelle génération de jeunes chercheurs. Visant à comprendre les « états » de violence dans des territoires où la pratique de tracer des frontières est permanente, elle aborde la question de la violence dans la cohabitation des Chypriotes turcs et grecs à travers quatre études de cas : Pyla/Pile, zone tampon, et Potamia, village sous le contrôle de la République de Chypre ; Haringay, quartier de Londres ; une chorale bicommunautaire, espace de communication plutôt que lieu de cohabitation qui prône le rapprochement. Elle montre comment les pratiques politiques et culturelles médiatisent l'expérience de la violence et au-delà, comment ces pratiques peuvent faire violence. Parfois entremêlé de violence, parfois instrumentalisé par celle-ci, le conflit chypriote est facteur fondamental de désunion et d'union. La guerre est abordée comme « moment historique » du conflit et comme marqueur de celui-ci.
- 11 Tout en s'inscrivant dans des traditions de recherche différentes, les quatre études sur la zone de l'Iran et du Caucase présentées dans ce dossier partagent une problématique commune sur deux aspects principaux : la « question identitaire » et son rôle dans la recomposition du champ politique et social ainsi que le poids de la mémoire comme

facteur politique. Sophie Tournon et Aurélie Campana retracent la destinée collective de deux « peuples punis » du Caucase : les Turcs Meskhètes et les Tatars de Crimée. Déportés en masse sur les territoires lointains d'Asie centrale par le régime soviétique durant la Seconde guerre mondiale, ces derniers entreprennent de revendiquer leurs droits et leur pleine citoyenneté après le XX^e congrès du PCUS, en 1956, qui leur interdit le retour sur leur terre natale.

- 12 Les Turcs Meskhètes, ou Meskhètes, vivent en diaspora, dispersés dans toute l'URSS. Mais rares sont les familles qui vivent dans leur patrie historique, la Géorgie. Sophie Tournon retrace l'histoire contemporaine de cette communauté qui n'a plus que leur culture, leur langue, et leur passé de commun. Sous Staline, les Meskhètes subirent le déracinement, l'exil, la liberté surveillée et la punition collective héréditaire. La déportation signa l'impossibilité du retour dans leur pays, et ce jusqu'à présent. L'auteure décrit la mobilisation des principales organisations de Meskhètes qui tentent de faire valoir leurs droits – comme le Comité de lutte pour le retour des Meskhètes dans leur patrie en 1958 et le Comité provisoire pour la libération en 1976 – et souligne les derniers espoirs qu'elles font reposer sur la Géorgie actuelle et sur les institutions de l'Union européenne.
- 13 Aurélie Campana développe une réflexion sur le poids des représentations et les usages de la mémoire collective dans la construction des identités politiques en Crimée au cours des années 1990. Foyer d'une forte mosaïque culturelle, la Crimée connaît des tensions interethniques croissantes depuis 1991 qui peuvent s'expliquer par des effets structurels – comme la structure de l'État ukrainien et le poids de la crise économique et sociale – mais aussi par des facteurs historiques. Les forces en présence dans le jeu politique criméen mêlent trois acteurs principaux (le gouvernement ukrainien, les autorités russes, le retour des anciens déportés tatars) ainsi qu'une série d'organes mis en place par les Tatars, dont la revendication principale est l'obtention du statut de peuple indigène. S'interrogeant sur le processus d'« ethnicisation du champ politique criméen », l'auteure souligne la dimension affective forte de la compétition politique dans la polarisation du champ politique entre les revendications des tatars de Crimée et les "actions et non-actions" des dirigeants russes, dont la population est majoritaire dans la péninsule. Le poids des représentations et les usages politiques de la mémoire dans le jeu politique criméen sont marqués par une forte instrumentalisation du thème de la « déportation » de la population tatare de Crimée par les acteurs en présence. Outre le fort impact démographique (se traduisant par de nombreux décès lors des déplacements de population), les déportations ont été ressenties par les Tatars de Crimée comme une profonde injustice, susceptible d'être reconvertie en ressources de mobilisation par l'entretien de la mémoire collective à partir des années 1960. Le récit identitaire tatar de Crimée, qui s'articule largement autour de cet événement dramatique interprété comme un « génocide programmé » depuis plus de deux siècles, est confronté aux perceptions des Tatars vus comme une menace pour l'unité nationale par les Russes. Le retour des déportés en Crimée, au début des années 1990, fait l'objet de perceptions et représentations antagonistes de la part de la communauté tatare et de la majorité russe, cette dernière étant marquée par une totale amnésie de la déportation sous l'effet notamment de la propagande soviétique. Parallèlement, le débat sur la définition des Tatars comme peuple indigène occupe largement le champ politique, avec des positions tout aussi antagonistes qui s'appuient sur des lectures « concurrentielles » de l'histoire.

- 14 Privilégiant une approche qui s'inspire de la sociologie des crises politiques, Emmanuel Huntzinger et Nader Ghafour Vahabi se penchent de leur côté sur la mémoire de la révolution islamique d'Iran en 1979 à travers les témoignages de réfugiés iraniens en France et en Allemagne. Cette prise en compte de l'expérience individuelle d'« utopistes sacrifiés », militants de la gauche radicale issus pour l'essentiel de la troisième vague d'exil politique de la Révolution iranienne, leur permet d'ébaucher une radiographie des bouleversements révolutionnaires. Le vécu des expériences individuelles recueillies par les deux auteurs met en valeur le décalage entre la réalité politique et l'imaginaire révolutionnaire, se traduisant par la répression et l'abandon de l'idéal, la politisation extrême de la vie sociale (marquée par une logique d'importation du politique dans les rapports interpersonnels) qui affecte les domaines les plus privés, voire intimes, individuel et familial, contribuant à ramener la révolution « à la maison ». Les témoignages montrent aussi la foi dans une révolution perçue comme libératrice, bientôt remise en cause par la force de la répression et la contrainte de l'exil.
- 15 Enfin, Gilles Riaux analyse la question ethnique en Iran à travers l'émergence d'un mouvement national azéri dans l'Iran des années 1990 ainsi que les réactions des autorités iraniennes face à ces revendications d'ordre culturel puis politique. A la fin des années 1980, on assiste à un renouveau culturel azéri encouragé par la dislocation de l'URSS et l'effervescence nationaliste qui agite le Caucase. En Iran, des intellectuels nationalistes agitent des symboles ethniques afin de rassembler des partisans autour d'eux et appellent à une refondation culturelle qui doit servir de socle à une nouvelle légitimité dont ils seraient les dépositaires. La perspective d'une ouverture de l'Iran post-khomeyniste amène les nationalistes à tenter de participer au jeu politique afin d'obtenir des leaderships dont ils sont exclus. Or, souligne l'auteur, l'échec de l'ouverture du régime islamique, en dépit de changements sociaux manifestes, provoque une radicalisation des nationalistes azéris.
- 16 Guillaume Colin propose une analyse originale et stimulante des effets de la crise irakienne sur le débat politique interne de la Russie. A travers une analyse du débat qui s'est tenu à la Douma russe en mars 2003 à la suite du début de l'opération américaine en Irak, il retrace le processus de « nationalisation » de la question irakienne, c'est-à-dire la manière dont le discours politique russe fait sens au niveau interne de cette question internationale, notamment en la constituant comme exemplaire. L'analyse de cette exemplarisation permet de mettre à jour les points d'ancrage de la question irakienne dans l'imaginaire politique russe. En effet, les constructions de sens autour de la question irakienne, renvoient non seulement à un positionnement politique, mais aussi à un imaginaire politique qui en est la matrice.

NOTES

1. Le GERIT est lancé à Paris en 2001 par un groupe de doctorants turcs sous l'égide d'Ulaş Bayraktar (doctorant à l'IEP de Paris). Il a organisé jusqu'à présent trois

journées d'études. Fondé le 1^{er} septembre 2004 au sein de l'UMR 5194 PACTE Politiques Publiques, Action Politique, Territoires (CNRS - IEP de Grenoble - UPMF - UJF), le GRETE est un groupe transversal animé par Nicolas Monceau (doctorant et ATER à l'IEP de Grenoble) et Jean-Paul Burdy (maître de conférences à l'IEP de Grenoble). Il a pour vocation de participer au débat public en réunissant des spécialistes de l'Europe et de la Turquie qui, au-delà de la diversité de leurs terrains de recherche et de leurs disciplines théoriques, partagent les mêmes centres d'intérêts pour les problématiques actuelles liées à l'élargissement de l'Union européenne et à l'intégration européenne de la Turquie. Ce groupe a organisé trois journées d'études et séminaires à l'IEP de Grenoble au cours de l'année 2004-2005.

2. Olivier Fillieule et Mounia Bennani-Chraïbi (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003 ; Gilles Dorronsoro (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005.
3. Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Nonna Mayer (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005 ; Eric Agrikoliansky, Isabelle Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute, 2005.